

Pour un monde pacifique et équitable, sans armes nucléaires

Tout d'abord, je voudrais exprimer la solidarité du Mouvement de la paix français et toute notre compassion pour les familles meurtries par les terribles inondations qui ont particulièrement touché la province d'Hiroshima.

C'est avec grand plaisir que nous répondons à l'appel du Comité organisateur de cette Conférence mondiale contre les bombes A et H.

L'adoption par l'ONU d'un traité d'interdiction des armes nucléaires n'aurait pas été possible sans le témoignage inlassable des Hibakushas et la permanence des mobilisations des mouvements de paix au Japon. C'est aussi une victoire pour des millions de personnes et d'ONG qui, dans le monde entier, agissent depuis des décennies pour l'élimination définitive de toutes les armes de destruction massive et de leur convergence avec les actions d'un certain nombre de pays et d'institutions nationales et internationales, l'ONU, la Croix-Rouge internationale, l'OIT, la CSI (Confédération syndicale internationale).

Les armes nucléaires constituent un danger mortel pour l'humanité. Le défi de leur éradication est lié à d'autres questions telles que la guerre et la paix, le développement équitable et durable, la lutte contre le réchauffement climatique et plus largement pour un monde de justice, de fraternité et d'égalité (en particulier entre hommes et femmes), la lutte pour les droits de l'homme.

L'humanité n'a jamais eu aujourd'hui la capacité et les moyens de relever ces défis et de créer les conditions nécessaires pour que chaque être humain puisse vivre en paix et en sécurité.

La logique du pouvoir, de la domination et de la thésaurisation des économies mondialisées actuelles est un obstacle majeur à la construction d'un monde pacifique exempt d'armes nucléaires. Il s'agit également d'une remise en cause de la Charte des Nations Unies et du multilatéralisme au profit de l'OTAN ou d'organisations supranationales telles que le G8 ou le G20.

Cette logique a donc favorisé le développement du complexe militaro-politico-industriel qui est le principal adversaire dans cette phase de la lutte pour l'élimination des armes nucléaires. Le complexe militaro-industriel, qui est principalement responsable de l'augmentation des dépenses militaires, domine et contrôle également le pouvoir des médias. En France, par exemple, l'adoption

du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a été totalement ignorée par les médias ou a été combattue par de soi-disant experts.

Le succès du traité sur l'interdiction des armes nucléaires ne doit pas être sous-estimé, ni surestimé, et nous ne devons ni sous-estimer la détermination de nos opposants à retarder l'élimination des armes nucléaires. Ce qui est vraiment positif, c'est que le rapport de force a évolué en faveur de l'élimination des armes nucléaires.

En France, le gouvernement majoritaire et actuel (Macron) est favorable à la dissuasion nucléaire, à la militarisation des relations internationales, aux interventions militaires à l'étranger et à l'alignement sur les politiques de l'OTAN.

En ce qui concerne la doctrine de la dissuasion nucléaire, de plus en plus de voix se lèvent en France pour la remettre en question, y compris celles d'anciens ministres de la défense. Pour le mouvement de paix français, cette doctrine conduit inévitablement à la prolifération. La preuve en est la possession de l'arme nucléaire par la Corée du Nord.

Le Mouvement français pour la paix a lancé une campagne pour que la France engage, signe et ratifie le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TPNW). Une pétition a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures.

Nous nous engageons à faire tout notre possible pour que la France, puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, signe le traité d'interdiction.